

Des pigeons ? Non, des vautours !

Après les pigeons aux dents longues, voilà le grand patron Louis Gallois, ex-président de la SNCF, puis PDG d'Airbus et d'Airbus, qui fait part de ses exigences au gouvernement. Son rapport sur la compétitivité, destiné à François Hollande, préconiserait un « choc de compétitivité », comprenez des cadeaux massifs aux patrons. Un « choc » ? Au gouvernement on préfère parler de « pacte de compétitivité », non pas pour se distinguer des mesures proposées, mais pour les étaler dans le temps. Une sorte de choc prolongé en somme.

Ainsi, Sanofi qui détruit en ce moment même 1 700 emplois donne son avis sur la « relance de l'emploi ».

D'autres oiseaux de mauvais augure proposent eux aussi un « pacte ». Le lobby patronal l'AFEP (Association française des entreprises privées) qui réunit tous les patrons du CAC 40, propose sans rire un « pacte pour relancer la croissance et l'emploi ». Ainsi, Sanofi qui détruit en ce moment même 1700 emplois et également membre du club, donne son avis sur la « relance de l'emploi ».

D'après eux, cette relance de l'emploi exigerait 30 milliards d'euros d'exonérations de cotisations patronales, et devrait « permettre aux entreprises de s'adapter aux aléas de conjoncture », c'est-à-dire de licencier et mettre au chômage technique plus facilement. L'emploi passerait donc par les licenciements et le chômage ! Ces PDG et autres grands bénéficiaires des subventions de l'Etat, réclament aussi la baisse de 60 milliards d'euros des dépenses (sociales et en services publics) de l'Etat et la hausse de la TVA. Bref, ils veulent des milliards d'assistance pour eux et l'austérité pour la population.

Des milliards d'assistance pour le patronat, l'austérité pour la population.

Le grand patronat en veut simplement toujours plus. Pour cela, il nous déclare la guerre sociale, avec l'aide du gouvernement, comme dans toute l'Europe.

Austérité sans frontières

Mais cette offensive des capitalistes et des Etats ne passe pas sans réaction sur le continent. Le 18 octobre, c'était la grève générale en Grèce contre de

nouvelles baisses des salaires et des retraites. Le 20 octobre, c'est au Royaume-Uni que les travailleurs manifestaient massivement contre les coupes dans les dépenses sociales. Et samedi dernier, c'est Rome qui voyait défiler des milliers de personnes contre la politique d'austérité.

De quoi manifester tous ensemble le 14 novembre prochain.

Dans tous les pays, de l'Espagne à l'Irlande, de la Grèce à l'Angleterre, tout comme en France, les gouvernements de gauche ou de droite s'entendent pour faire payer la population. De quoi manifester tous ensemble contre cette politique, tant les attaques se ressemblent de part et d'autre des frontières : comme le 14 novembre prochain, suite à l'initiative des syndicats d'Espagne et du Portugal qui appellent ce jour-là à une grève générale.

Des patrons à l'offensive

PSA, Sanofi, Air France, Electrolux, Coca-Cola, Alcatel... On ne compte plus les plans de licenciements et de suppressions de postes. Les patrons n'attendent pas de récolter les fruits de leur lobbying de choc pour passer à l'offensive. Ils demandent simplement au gouvernement de leur donner un peu plus la main.

Des attaques qui appellent à une contre-offensive généralisée de la classe ouvrière, pour imposer ses objectifs vitaux : l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous et l'augmentation des salaires et minima sociaux d'au moins 300 euros.

Préparons le choc en retour

De toute façon, il n'y a même plus de place dans le calendrier pour manifester séparément. Ainsi, jeudi dernier, les travailleurs de PSA à Paris et de Sanofi à Lyon manifestaient contre les licenciements. Le même jour, c'était aussi la grève à la SNCF, et le lendemain, la grève d'Air France. Une simultanéité des mobilisations qui se fait au moins dans le calendrier, et qu'il s'agit désormais de faire réellement converger pour enfin faire reculer un patronat plus arrogant que jamais. Pour les patrons, ce sera un choc, mais s'il y a quelque chose qu'ils n'ont pas volé, c'est bien cela.

Après le permis, le salaire à points

C'est la dernière coqueluche de la direction de Renault : le job grading. Ce système évalue chaque poste selon des critères de compétences, d'initiative et de responsabilité. Chaque critère est noté et donne un nombre de points, dont le total correspond à un grade et à une rémunération (salaire mini, maxi et médian) définie par le « marché ». Evidemment plus il y a de points, plus le grade est élevé, plus le salaire et les primes sont élevés. Avec ce projet, fini les grilles de rémunération et de qualification Renault.

Une évaluation très subjective faite par les RH, les managers et des conseillers de la société Hay. Une rémunération de plus en plus individualisée et dépendant du « marché ». De quoi mettre davantage la pression sur chaque salarié : un projet à combattre.

Ventes : la dictature du toujours plus

Au 3^{ème} trimestre 2012, le groupe Renault a vendu 596 000 véhicules, soit une baisse de 5,8 % par rapport à la même période en 2011. Mais c'est oublier que 2011 était une année record. 2012 est même un peu mieux que 2010 (592 000 ventes). On ne peut pas battre des records tous les ans.

Forum de la précarité

Le Forum 1^{er} Emploi organisé dans le hall de la Ruche jeudi 25 octobre était baptisé « F1 Emploi ». Certes les apprentis, les stagiaires et les enfants du personnel ont pu y déposer des CV, mais c'est auprès de l'APEC (Agence Pour l'Emploi Des Cadres), de boîtes d'interim (Crit, Synergie, Manpower) ou de cabinets de recrutement (Expectra, Systematic).

Finis les temps où les apprentis et les stagiaires pouvaient espérer se faire embaucher après leur contrat. Les embauches sont gelées et l'horizon des jeunes rime avec emplois précaires et petits boulots. Bref, un forum davantage Low Cost que F1.

Le combat de Tatiana

La veuve de Raymond, ancien technicien Renault au Technocentre, continue son combat pour faire reconnaître la faute inexcusable de Renault. Raymond s'est suicidé en février 2007 en laissant ces mots : « *Je ne peux plus rien assumer, ce boulot c'est trop pour moi, ils vont me licencier et je suis fini* ». Une audience a eu lieu devant le Tribunal des Affaires de la Sécurité Sociale (TASS) de Versailles jeudi 25 octobre 2012. Verdict le 10 janvier 2013.

Pas très catholique

Et une décoration de plus : le 22 octobre, le ministre espagnol de l'Industrie a délivré à Carlos Ghosn la Grand-Croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique. Ladite Isabelle, reine de Castille, a été l'artisanne de la sanglante Inquisition en Espagne et de la chasse aux musulmans lors de la Reconquista au XV^{ème} siècle. Un vrai modèle pour le Cost Killer.

Initiale Paris : la com qui fait pschitt

Pour Tavares, la griffe Renault Initiale Paris va « donner corps à des versions emblématiques du luxe à la française au sein de la gamme ». Et annoncer une version Initiale Paris de la Clio IV, qui fait davantage penser à une Clio Baccara qu'à un modèle d'une nouvelle marque haut de gamme.

Renault Initiale Paris, ça fait RIP : Requiescat In Pace en latin ou Rest In Peace en anglais (repose en paix). Comme sur les pierres tombales ?

Flexibilité et baisse de salaire pour tous

Renault mène des négociations à marche forcée pour pousser les syndicats espagnols à signer avant le 9 novembre un accord emploi/compétitivité.

Au menu : gel des salaires de 2014 à 2016, création d'une nouvelle catégorie professionnelle avec un salaire d'embauche correspondant à 65 % du salaire actuel, augmentation de la durée annuelle du travail de 5 jours, journée de travail variant de +/- 1h sur chaîne, réduction ou suppression des primes...

Faute d'accord, la direction menace de ne pas attribuer de nouveaux véhicules en Espagne. Et une fois signé, cet accord servira à faire accepter un accord de ce type en France. Face à cette offensive générale, c'est tous ensemble qu'il faut dire non !

Les suppressions d'effectifs, ça suffit

Plusieurs centaines de salariés de Renault Flins ont débrayé deux heures le 17 octobre. Ils protestaient contre les 371 suppressions de postes prévues hors production, ainsi que contre la surcharge de travail et les risques d'accident qui en résultent.

Les sous-effectifs touchent de nombreux secteurs, en usine comme dans le tertiaire et l'ingénierie. Alors que dans d'autres, on chôme. Et si on s'y mettait tous ensemble pour obtenir des embauches et la répartition du travail entre tous ?

Le chantage comme forme de dialogue

Sur Declic, Ghosn donne son cap : « réduire les coûts en France ». Il ajoute : « aucune solution ne s'impose à ce stade, toutes les hypothèses sont ouvertes », en donnant l'exemple de la cure de compétitivité imposée en Espagne.

Le message est clair : accepter de nouveaux efforts, rogner sur les emplois, les salaires afin de gonfler les profits. Carlos Tavares prétend mettre « le dialogue social au cœur de l'entreprise », et se félicite des « négociations » en cours sur la compétitivité avec les syndicats. Mais c'est à coup de chantages sur l'emploi que la direction veut imposer de nouveaux sacrifices aux salariés.

La crise ? Une opportunité pour la direction pour remettre en cause nombre d'acquis sociaux.